La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2006 : Excédent budgétaire de 6 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 6 millions de dollars a été enregistré en août 2006, comparativement à un déficit de 0,6 milliard en août 2005. Les revenus ont augmenté de 1,1 milliard en raison d'une forte hausse des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu, atténuée par une baisse des revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) résultant de la réduction du taux de la TPS le 1er juillet 2006. Les charges de programmes ont augmenté de 0,5 milliard, ou 3,6 %, sous l'effet de l'augmentation des transferts aux particuliers, qui comprennent désormais les paiements de la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE). Les frais de la dette publique ont diminué de 17 millions de dollars.

D'avril à août 2006 : Excédent budgétaire de 6,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2006-2007 est évalué à 6,7 milliards de dollars, en hausse de 2,0 milliards par rapport à l'excédent de 4,8 milliards enregistré au cours de la même période il y a un an. Les revenus ont progressé de 5,2 milliards, ou 6,0 %, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu, légèrement tempérée par une baisse des taxes d'accise et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 3,2 milliards, ou 4,6 %, en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard.

Les résultats à ce jour ne sont pas représentatifs de ceux prévus pour l'ensemble de l'exercice puisqu'ils ne reflètent pas encore le plein impact des mesures annoncées dans le budget de 2006. La prochaine Mise à jour économique et financière fournira des perspectives financières entièrement actualisées.

Août 2006

Un excédent budgétaire de 6 millions de dollars a été enregistré en août 2006, comparativement à un déficit de 0,6 milliard en août 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 6,6 %, pour s'établir à 17,1 milliards.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 6,6 %, par suite de la progression de l'emploi et des salaires.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 52,4 %, notamment sous l'effet d'une hausse des paiements du secteur des ressources naturelles.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – retenues d'impôt des non-résidents – ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 61,2 %.
- Les taxes et droits d'accise ont baissé de 0,4 milliard de dollars sous l'effet d'une baisse de 0,5 milliard, ou 18,7 %, des revenus de TPS, par suite de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS le 1er juillet 2006.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 6,7 %, par suite de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006.

- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus sur opérations de change, les revenus de certaines fondations et les revenus divers, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars. Ces revenus peuvent varier sensiblement.

Les charges de programmes ont atteint 14,3 milliards de dollars en août 2006, soit 0,5 milliard, ou 3,6 %, de plus qu'en août 2005, surtout en raison de la hausse des transferts aux particuliers et des dépenses de fonctionnement de la Défense nationale et d'autres ministères.

Les paiements de transfert ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 3,6 %.

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 308 millions de dollars, ou 7,1 %. Les prestations aux aînés ont monté de 4,9 % en raison à la fois de la hausse du montant moyen des prestations, qui est indexé sur l'inflation de l'indice des prix à la consommation, et de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,7 % en raison d'une baisse des prestations régulières et des prestations de maternité. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et la nouvelle PUGE, dont le service a commencé le 1er juillet 2006. Elles ont augmenté de 210 millions, principalement en raison de paiements de 197 millions au titre de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 39 millions de dollars, ou 1,2 %.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 47 millions de dollars, ou 3,7 %.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Ces charges reflètent également les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Elles ont augmenté de 187 millions de dollars, ou 3,7 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 17 millions de dollars.

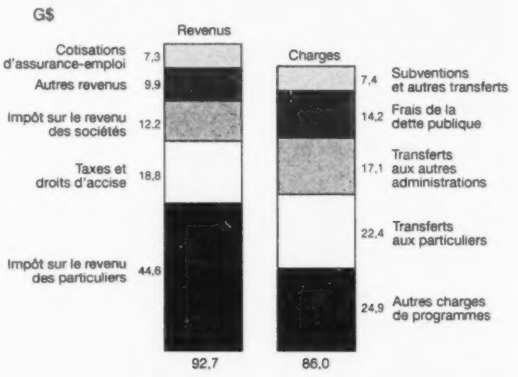
D'avril à août 2006

Un excédent budgétaire de 6,7 milliards de dollars a été constaté au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2006-2007, en hausse de 2,0 milliards par rapport à celui de 4,8 milliards enregistré durant la même période en 2005-2006.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 5,2 milliards de dollars, ou 6,0 %, pour s'établir à 92,7 milliards.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars, ou 10,8 %, sous l'effet de la forte progression de l'emploi et des salaires ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 11,2 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la base des acomptes provisionnels et à la diminution des remboursements à ce jour, par suite de la croissance des bénéfices en 2005 et des gains soutenus de la rentabilité des sociétés en 2006.

Revenus et charges
(avril-août 2006)



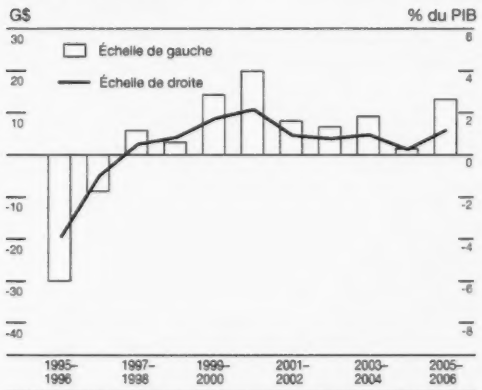
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 17,8 %.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 0,5 milliard de dollars, ou 2,7 %, surtout en raison d'une baisse de 0,6 milliard des revenus de TPS, par suite de la baisse du taux de la TPS le 1er juillet 2006. Les rentrées au titre des taxes de vente et d'accise ont aussi diminué de 0,1 milliard, ou 1,4 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, tandis que les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté de 6 millions.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 7,0 %, compte tenu de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 5,8 %.

Les charges de programmes pour la période d'avril à août 2006 ont totalisé 71,8 milliards de dollars, en hausse de 3,2 milliards, ou 4,6 %, par rapport à la même période en 2005-2006. Cette hausse s'explique par une augmentation des transferts et des frais de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ deux tiers des charges totales de programmes, ont progressé de 2,2 milliards de dollars, ou 5,0 %.

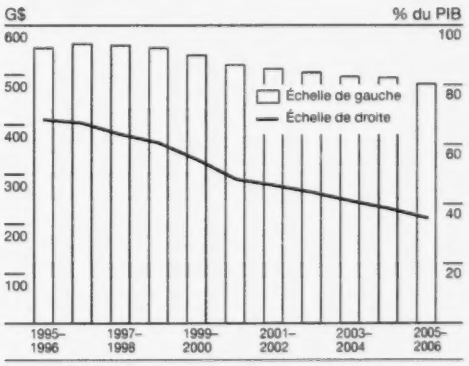
- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 3,5 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 5,6 %. Ce recul est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché du travail par rapport à la même période de 2005-2006. Les prestations parentales et de maternité ont aussi diminué depuis le début de l'année en raison de la mise en place du Régime d'assurance parentale du Québec, le 1er janvier 2006. Les prestations pour enfants ont grimpé de 13,3 %, surtout à cause des transferts au titre de la nouvelle PUGE, à compter du 1er juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 9,3 %, surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions aux provinces et aux territoires en juillet 2006 pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont connu une hausse de 5 millions de dollars, ou 0,1 %.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Les autres charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 4,0 %, en raison d'une hausse des dépenses de fonctionnement des ministères et des organismes, dont la Défense nationale. Les charges des sociétés d'État ont diminué de 0,1 milliard, ou 4,1 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 % par suite de l'accroissement du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 4,1 milliards de dollars d'avril à août 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 2,6 milliards de dollars d'avril à août 2006, en baisse par rapport aux besoins de 10,2 milliards pour la même période en 2005-2006. Ce recul des besoins nets traduit en bonne partie l'effet d'un certain nombre de paiements ponctuels, comme le transfert de 2,8 milliards effectué en juin 2005, dès l'adoption de la *Loi d'exécution du budget de 2005*, aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Considérant un excédent budgétaire de 6,7 milliards de dollars et des besoins nets de 2,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières au cours des cinq premiers mois de 2006-2007 se sont établies à 4,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 5,4 milliards lors de la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 17,8 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 4,1 milliards de dollars et une réduction de 13,7 milliards de ses soldes de trésorerie pour retrancher 17,8 milliards de sa dette contractée sur les marchés à la fin d'août 2006, principalement en réduisant ses bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin d'août se chiffraient à 4,3 milliards.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Août		Avril à août	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 048	17 115	87 522	92 747
Charges				
Charges de programmes	-13 839	-14 342	-68 649	-71 828
Frais de la dette publique	-2 784	-2 767	-14 103	-14 192
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-575	6	4 770	6 727
Opérations non budgétaires	562	1 210	-10 206	-2 586
Ressources ou besoins financiers	-13	1 216	-5 436	4 141
Variation nette dans les activités de financement	3 942	-1 006	-4 397	-17 819
Variation nette dans l'encaisse	3 929	210	-9 833	-13 678
Encaisse à la fin de la période			7 290	4 253

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Août			Avril à août		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 707	8 217	6,6	40 291	44 634	10,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 272	1 938	52,4	10 949	12 177	11,2
Autres impôts sur le revenu	260	419	61,2	1 575	1 855	17,8
Total des impôts sur le revenu	9 239	10 574	14,4	52 815	58 666	11,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 802	2 279	-18,7	13 716	13 144	-4,2
Droits de douane à l'importation	332	362	9,0	1 378	1 484	7,7
Taxes de vente et d'accise	821	879	7,1	4 042	3 985	-1,4
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	29	28	-3,4	149	155	4,0
Total des taxes et droits d'accise	3 984	3 548	-10,9	19 285	18 768	-2,7
Total des revenus fiscaux	13 223	14 122	6,8	72 100	77 434	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 297	1 210	-6,7	7 863	7 312	-7,0
Autres revenus	1 528	1 783	16,7	7 559	8 001	5,8
Total des revenus budgétaires	16 048	17 115	6,6	87 522	92 747	6,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Août			Avril à août		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 404	2 522	4,9	11 978	12 545	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 180	1 160	-1,7	5 808	5 485	-5,6
Prestations fiscales pour enfants	739	949	28,4	3 846	4 356	13,3
Total	4 323	4 631	7,1	21 632	22 386	3,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 584	1 679	6,0	7 917	8 392	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	709	3,5	3 427	3 542	3,4
Total	2 269	2 388	5,2	11 344	11 934	5,2
Transferts fiscaux	1 062	1 081	1,8	5 392	5 523	2,4
Villes et collectivités du Canada	112	0	-100,0	112	306	173,2
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-196	-261	33,2	-1 197	-1 305	9,0
Total	3 247	3 208	-1,2	15 651	17 108	9,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture	97	89	-8,2	463	399	-13,8
Affaires étrangères et commerce international	317	138	-56,5	997	845	-15,2
Santé	81	82	1,2	682	718	5,3
Développement des ressources humaines	33	86	160,6	610	682	11,8
Affaires indiennes et du Nord	338	355	5,0	1 984	2 003	1,0
Industrie et développement régional	211	224	6,2	786	747	-5,0
Autres	193	343	77,7	1 919	2 052	6,9
Total	1 270	1 317	3,7	7 441	7 446	0,1
Total des paiements de transfert	8 840	9 156	3,6	44 724	46 940	5,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	140	118	-15,7	595	595	0,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	142	158	11,3	846	798	-5,7
Autres	268	211	-21,3	1 501	1 429	-4,8
Total	550	487	-11,5	2 942	2 822	-4,1
Défense	1 182	1 344	13,7	5 649	6 175	9,3
Tous les autres ministères et organismes	3 267	3 355	2,7	15 334	15 891	3,6
Total des autres charges de programmes	4 999	5 186	3,7	23 925	24 888	4,0
Total des charges de programmes	13 839	14 342	3,6	68 649	71 828	4,6
Frais de la dette publique	2 784	2 767	-0,6	14 103	14 192	0,6
Total des charges budgétaires	16 623	17 109	2,9	82 752	86 020	3,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Août		Avril à août	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-575	6	4 770	6 727
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-136	-114	-117	-413
Autres activités d'investissement	170	-47	-940	417
Comptes de pension et autres comptes	-447	1 358	-1 688	1 482
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	1 431	-1 159	-10 266	-6 837
Opérations de change	-728	932	1 540	1 579
Amortissement des immobilisations corporelles	272	240	1 265	1 186
Total des autres activités	975	13	-7 461	-4 072
Total des opérations non budgétaires	562	1 210	-10 206	-2 586
Ressources ou besoins financiers nets	-13	1 216	-5 436	4 141

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Août		Avril à août	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-13	1 216	-5 436	4 141
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 261	3 051	1 383	1 620
Bons du Trésor	1 800	-2 700	-1 800	-13 800
Obligations d'épargne du Canada	-84	-77	-392	-379
Autres	-1	-105	-142	-1 015
Total	3 976	169	-951	-13 574
Emprunts en devises	-87	-945	-3 591	-3 855
Total	3 889	-776	-4 542	-17 429
Réévaluation de swaps de devises	0	-121	-5	-121
Escomptes non amortis des émissions obligataires	39	-102	66	-223
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	14	-7	84	-46
Variation nette dans les activités de financement	3 942	-1 006	-4 397	-17 819
Variation dans l'encaisse	3 929	210	-9 833	-13 678

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	31 août 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	88 630	-12 802
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	262 754	1 620
Bons du Trésor	131 597	117 797	-13 800
Obligations d'épargne du Canada	17 342	16 963	-379
Autres	3 102	2 087	-1 015
Total partiel	413 175	399 601	-13 574
Payable en devises	14 085	10 230	-3 855
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-2 379	-121
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-7 003	-223
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 881	-46
Total de la dette non échue	421 149	403 330	-17 819
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	131 957	895
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 031	662
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 418	-75
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	181 406	1 482
Total de la dette portant intérêt	601 073	584 736	-16 337
Total du passif	702 505	673 366	-29 139
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	63 200	-19 643
Comptes d'opérations de change	40 827	39 248	-1 579
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	41 472	-417
Total des actifs financiers	165 559	143 920	-21 639
Dette nette	536 946	529 446	-7 500
Actifs non financiers	55 447	54 674	-773
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	474 772	-6 727

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Octobre 2006